

**Pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée,
Internationaliste et Révolutionnaire**

La Tendance CLAIRE du NPA appelle à voter Mélenchon et à participer activement à la campagne de l'Union populaire

Nous sommes une tendance du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) qui défendons des positions politiques communistes révolutionnaires. Nous pensons que la satisfaction des besoins sociaux et la réponse à l'urgence écologique sont impossibles dans le cadre du capitalisme. C'est pourquoi **nous défendons un programme de transition axé sur l'expropriation des grands groupes capitalistes et la mise en place de nouvelles institutions communistes** qui permettent une démocratie réelle où les travailleurs/ses auront réellement le pouvoir politique et économique.

Le programme de l'Union populaire n'est donc pas le nôtre. Mais la France insoumise (LFI) a le mérite de proposer un programme avec des mesures détaillées que nous soutenons en grande partie. Cependant, notre principale critique porte sur la contradiction entre les objectifs affichés et les moyens mobilisés pour les atteindre. Nous pensons que, faute de remettre en cause la propriété des moyens de production et les institutions capitalistes, les objectifs ne pourront pas être atteints et que très rapidement un gouvernement Mélenchon devra soit renoncer à ses mesures les plus progressistes (comme l'ont fait Mitterrand en 1983 ou Tsipras en 2015), soit s'engager dans une rupture avec le capitalisme.

Malgré nos critiques importantes au programme de l'Union populaire, nous distinguons bien évidemment Mélenchon des candidat-e-s de la fausse gauche (Jadot, Hidalgo...), de l'extrême

centre (Macron) et de l'extrême droite (Zemmour et Le Pen), qui défendent chacun-e à sa façon les intérêts de la bourgeoisie. Contrairement à eux et elles, **Mélenchon a un programme réformiste antilibéral dont la perspective est d'améliorer les conditions de vie des travailleurs/ses dans le cadre du capitalisme**, programme qui est aussi le fruit du travail de militant-e-s réformistes avec lequel-le-s nous militons dans de nombreux cadres.

Nous faisons l'analyse que **seul Mélenchon est aujourd'hui en capacité d'éviter l'élection de Macron, Le Pen ou Zemmour**. Des millions de travailleurs/ses se saisiront du bulletin de vote Mélenchon pour faire barrage à ces ennemis de classe, avec des degrés d'accord plus ou moins importants au programme de l'Union populaire. C'est ce que nous ferons également, en nous engageant pleinement dans la campagne de l'Union populaire, tout en défendant librement nos idées.

À l'intérieur du NPA, nous nous sommes opposé-e-s à la candidature de Philippe Poutou lors d'une conférence nationale au début de l'été (nous nous en sommes expliqué-e-s et nous critiquons le programme électoral du NPA sur notre site). Aujourd'hui, nous prenons nos responsabilités et **nous nous battons pour convaincre un maximum de travailleurs/ses de voter Mélenchon, pour lui permettre d'accéder au second tour, puis à la victoire en mai prochain.**

« Aller vers de nouveaux jours heureux » ? Oui, mais à quelles conditions est-ce réellement possible ?

Dans un contexte morose où la campagne présidentielle est dominée par les surenchères sécuritaires et islamophobes, le programme de l'Union populaire est un bol d'air. Il contient beaucoup de mesures progressistes audibles à large échelle qui, si elles étaient mises en œuvre, amélioreraient sensiblement les conditions de vie des travailleurs/ses. Néanmoins, des questions se posent : ces mesures seraient-elles vraiment suffisantes pour améliorer de façon durable la situation des exploité.e.s et des opprimé.e.s ? Quels obstacles se dresseraient sur la route d'un gouvernement Mélenchon et comment les affronter ? Ces mesures progressistes pourraient-elles vraiment être mises en œuvre dans le cadre du capitalisme, même en créant une VIe République ?

Les patrons, les hauts fonctionnaires, leurs médias ne laisseraient pas faire : comment y faire face ?

À notre avis, beaucoup des mesures énoncées, et notamment les plus importantes d'entre elles, se heurteraient, si un gouvernement voulait les concrétiser, à la résistance immédiate des capitalistes et de leurs serviteurs politiques, médiatiques, etc. Chacun.e a déjà remarqué comment face à une simple grève les médias (BFM TV, TF1, Le Figaro, etc.) se déchaînent contre les grévistes, comment les tribunaux se placent le plus souvent du côté des patrons (pour interdire les piquets de grève, pour empêcher les occupations, pour faire sanctionner les grévistes, etc.), comment la police réprime violemment les plus mobilisé.e.s (grévistes, gilets jaunes, militant.e.s antiracistes, écologistes, féministes, zadistes, etc.). Chacun.e a remarqué qu'en revanche, quand il s'agit d'aider à coups de dizaines de milliards le grand patronat, de supprimer l'ISF, de baisser les impôts sur les entreprises et sur les plus riches, tout ce beau monde se tient les coudes pour dire à quel point c'est indispensable et juste, possible et urgent. Alors, imaginons la réaction des grands et moyens patrons, des hauts fonctionnaires, des journalistes de premier plan, des juges et policiers face à l'annonce d'une réquisition des dividendes !

Face à cela, le projet de LFI nous semble désarmé : il ne dénonce pas le capitalisme en général, ni les gros capitalistes, mais il s'inscrit dans le cadre de « notre économie ». Le capitalisme, est-ce vraiment « notre » économie ? Il est illusoire de penser que les patrons des « fleurons de l'industrie nationale » Total, Peugeot, Bouygues, Orange, Transdev, Dassault, Airbus, Accor, H&M, la FNAC, etc. et leurs sous-traitants, ne s'opposeraient pas aux mesures progressistes de ce projet. Bref, les capitalistes de l'industrie et du commerce ne combattraient-ils pas de toutes leurs forces ces mesures qui pourraient rogner un tant soit peu leurs profits ? De même, les directeurs d'entreprises nommés par le gouvernement, comme à la SNCF, à la RATP, à la Poste, pour faire plus de fric sur le dos des personnels et des usager.e.s, ne se dresseraient-ils pas eux aussi contre toute mesure un peu sérieusement progressiste ? Et les hauts fonctionnaires ne feraient-ils pas corps avec le patronat en général, eux qui sont le laboratoire des privatisations, des coupes dans les dépenses publiques et de la casse des conquêtes sociales depuis plus de quarante ans ? Le PS et le PCF au pouvoir en 1981 se sont heurtés et ont bien vite cédé face au « mur de l'argent ». Plus récemment, le peuple grec a été vaincu par les grandes bourgeoisies allemande et française, par l'Union Européenne et par le patronat grec, et Tsipras a lamentablement capitulé, malgré des victoires électorales écrasantes et un référendum ultra-majoritaire. Ce sont donc des questions incontournables si on veut, comme le dit J.L. Mélenchon apporter des « solutions concrètes à des problèmes concrets ».

Redistribuer massivement les richesses est impossible si on reste dans les limites d'un capitalisme en crise profonde

Au-delà même de l'opposition politique des profiteurs du système en place, une analyse marxiste de la crise économique nous permet de comprendre que des mesures nécessaires à la satisfaction des besoins sociaux (hausse significative des salaires,

développement des services publics...) sont impossibles à mettre en œuvre, d'un point de vue économique, dans le cadre d'un capitalisme en crise. En effet, la crise du capitalisme est une crise de rentabilité du capital, et toutes ces mesures ne feraient qu'aggraver cette crise de rentabilité. Les politiques keynésiennes de relance ne peuvent donc pas fonctionner, car le capitalisme ne produit pas en fonction des besoins à satisfaire, mais en fonction du taux de profit. C'est pourquoi la mise en œuvre des mesures sociales implique de rompre avec la logique du profit, et donc d'exproprier les capitalistes et de socialiser les moyens de production en misant sur la mobilisation et l'auto-organisation des travailleurs/ses.

Quelles forces sociales pour porter et imposer ces changements progressistes ?

Quelles forces sociales pourraient vraiment porter des mesures progressistes, mettant même partiellement en cause l'intérêt des capitalistes, des cadres supérieurs, des hauts fonctionnaires, des journalistes de premier plan, et de leur bras armés, l'appareil judiciaire et policier ? Le programme parle à ce propos de « notre peuple » et même de « notre patrie ». Mais au sein du « peuple », n'y a-t-il pas des patrons comme travailleur.se.s, des cadres supérieurs comme des employé.e.s, des riches comme des pauvres ? Ou bien par « peuple », J.-L. Mélenchon veut-il seulement parler des milieux populaires, des ouvrier.e.s, des employé.e.s, des chômeur.e.s ? Mais si c'est le cas, pourquoi ne pas le dire clairement et parler « des travailleur.se.s », du « monde du travail » ou des salarié.e.s ? Ce serait plus clair et il nous semble qu'il est essentiel de le faire. En réalité, ici nous voyons une différence fondamentale d'analyse des problèmes sociaux : LFI, avec son logiciel néo-réformiste, fait appel à un « nous contre eux », « nous les 99% », etc. parlant d'une oligarchie mal définie à laquelle il faut s'attaquer, alors que nous défendons une analyse de classe, montrant que c'est à la classe des travailleur.se.s, sur laquelle repose l'exploitation capitaliste, de prendre le pouvoir.

Peut-on en finir avec ce « monde absurde, cruel et laid » sans révolution ?

Malgré ses limites de sa stratégie réformiste, ce programme se réclame des intérêts de la majorité contre ceux de la minorité privilégiée. Il vise à rassembler toutes celles et ceux qui ne veulent pas de « cette vie-là », soumise aux « tares d'un monde absurde, cruel et laid dominé par le capitalisme financier », mais qui aspirent à « ouvrir bien grand les portes du droit au bonheur et de nouveaux jours heureux ». Il a puisé une partie de ses mesures, à juste titre, dans les revendications des syndicats, d'organisations démocratiques et écologistes ou d'associations humanitaires. Alors il mérite d'être discuté parmi tou.te.s ceux et celles qui partagent ces objectifs généraux, comme il y invite lui-même.

Mais on ne peut que regretter qu'aucune référence, même lointaine, au communisme, et même au socialisme, ne figure dans ce programme, en rupture avec toute l'histoire du mouvement ouvrier. Il n'est même pas fait mention de l'écossocialisme (qui avait été travaillé par le parti de gauche) et qu'Éric Coqueret disait vouloir « remettre en avant » au lendemain des européennes.

Nous pensons qu'il est possible d'en finir avec cette vie-là et de préparer des jours heureux, mais seulement à condition de rompre avec le capitalisme, d'exproprier les grands groupes capitalistes, de démanteler l'État actuel, de placer la production entièrement sous le contrôle des travailleur.se.s et de mettre en place de nouvelles institutions et une gestion réellement démocratique, avec des délégué.e.s élu.e.s, mandaté.e.s et révocables, toujours contrôlé.e.s par la base. L'avenir heureux suppose une révolution des exploité.e.s et des opprimé.e.s dans la perspective du communisme autogestionnaire. D'ailleurs, c'est bien par des révolutions ou comme le sous-produit de luttes révolutionnaires qu'ont été obtenus tous les grands progrès démocratiques et sociaux, depuis la Révolution française jusqu'à Mai 68, en passant par la révolution russe d'octobre 1917, mai-juin 1936 ou la période de la Libération en France. Pourquoi en irait-il différemment aujourd'hui et demain ?

Site internet : <https://tendanceclaire.org/>

Contact : contact@tendanceclaire.org



Des enrichissements bienvenus au programme de 2017

— Le programme tire les leçons de la féroce répression du mouvement des gilets jaunes et du renforcement des violences policières. Il préconise l'interdiction des techniques d'immobilisation létales, des nasses en manifestations, la suppression de l'IGPN ou encore la mise en place d'une commission « Vérité et justice » sur les violences policières.

— Sur l'écologie, le programme est fortement étoffé et gagne en radicalité avec la mise en avant d'une nécessaire « bifurcation écologique » plutôt que la tarte à la crème de la « transition énergétique ». La « planification écologique » est mise en avant, mais elle serait purement incitative car les grands moyens de production resteraient entre les mains des capitalistes et les quelques « pôles publics » seraient mis en concurrence avec les groupes privés, et donc soumis à la logique du marché. Or, pour agir vite et fort pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, pour faire décroître notre consommation d'énergie, il faut socialiser les grands moyens de production pour que la

planification puisse être à la fois démocratique et efficace.

— Nous soutenons les nouvelles mesures d'urgence sociale comme le blocage des prix des produits de première nécessité ou la réquisition des dividendes distribués pendant la crise sanitaire. De même la garantie d'autonomie pour les jeunes de 1 063 €, le « 100 % Sécu » (remboursement à 100 % des soins de santé par la Sécurité sociale) ou encore la perspective (timidement avancée) d'une « sécurité sociale de l'alimentation » vont dans le bon sens. Mais il faudrait aller plus loin, et attribuer à chacun.e un statut qui lui garantirait un salaire à vie, comme le défendent Bernard Friot ou Frédéric Lordon. Cela impliquerait une réelle rupture avec l'ordre capitaliste, avec la mise en place d'un nouveau mode de production qui donnerait le pouvoir économique aux travailleurs/ses au sein de nouvelles institutions communistes (caisses d'investissement, caisses du salaire socialisé, etc.)

Un recul majeur sur l'Union européenne : De « l'UE, on la change ou on la quitte » à la désobéissance dans le cadre de l'UE

En 2017, le programme prévoyait, en cas d'échec de renégociation des traités, un « plan B » de sortie de l'UE et de l'euro qui prévoyait la réquisition de la Banque de France pour battre monnaie et le contrôle des capitaux et marchandises aux frontières nationales. On pouvait d'ailleurs regretter que ce « plan B » ne soit pas un « plan A » car ce sont des mesures vitales pour enclencher un processus de rupture avec l'ordre établi. Mais ce « plan B » était une réelle avancée par rapport aux projets de « gauche » qui nous baratinaient sur « l'Europe sociale », et qui s'inscrivaient en réalité dans la continuité du tournant de la rigueur de 1983 où Mitterrand avait choisi de renoncer à son programme pour mettre en place le carcan de l'UE.

Mais cette version du « plan B » a disparu au profit d'une « désobéissance » aux règles européennes incompatibles avec le programme. Ce n'est pas une surprise car déjà lors des élections européennes de 2019, l'éventuelle rupture avec l'UE avait disparu : il s'agissait de « rassurer » les couches supérieures du salariat pour élargir l'électorat de la France insoumise.

Le résultat a été catastrophique. Aucune leçon n'en a malheureusement été tirée.

Or que signifie « désobéir » dans le cadre de l'UE ? Cela s'apparente à un renoncement sous couvert d'un volontarisme vain et incantatoire. En effet, quand la Banque centrale européenne coupera les liquidités monétaires pour faire pression sur un éventuel gouvernement Mélenchon (comme elle l'a fait pour Tsipras), il n'y aura que deux choix possibles : soit capituler (ce fut le choix de Tsipras), soit rompre avec l'UE et l'euro en émettant une nouvelle monnaie souveraine. Il n'y a pas de troisième voie qui serait la « désobéissance » dans le cadre de l'UE : une réelle désobéissance implique la rupture avec l'UE et l'euro. Cela passe aussi par la rupture avec les institutions internationales de l'impérialisme (OTAN, OMC, etc.) et la redéfinition des relations internationales du pays, en promouvant des accords équitables et des politiques internationalistes, notamment en privilégiant le soutien aux peuples qui résistent à l'impérialisme.